



Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme de l'Université catholique de Louvain

Référence bibliographique :

Christain Gilot, Paola Viganò, "Space matters : entretien avec Paola Viganò", *lieuxdits#20*, septembre 2021, pp. 58-64.

La revue lieuxdits

Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme (Loci)  
Université catholique de Louvain (UCLouvain).

Éditeur responsable : Le comité de rédaction, place du Levant, 1 - 1348 Louvain-la-Neuve  
Comité de rédaction : Damien Claeys, Gauthier Coton, Corentin Haubruge, Nicolas Lorent,  
Catherine Massart, Dorothee Stiernon  
Conception graphique : Nicolas Lorent



ISSN 2294-9046  
e-ISSN 2565-6996

 **UCLouvain**

Faculté d'architecture, d'ingénierie  
architecturale, d'urbanisme – Loci



## Space matters : entretien avec Paola Viganò

Christian Gilot et Paola Viganò,  
mai 2021



Paola Viganò

**CG :** Bonjour Paola, nous te remercions pour le temps précieux que tu nous consacres. Nous engageons aujourd'hui une discussion autour du 10<sup>e</sup> anniversaire de la création de la Faculté LOCI.

Tu es venue pour un atelier à option en Master à Louvain-la-Neuve comme professeure invitée, ensuite tu es revenue pour quatre conférences au titre de la Chaire Francqui, puis comme Docteur Honoris Causa en 2016, l'année du 500<sup>e</sup> anniversaire, à Leuven du livre *Utopia* de Thomas More. Tu as tutoyé notre Faculté dans des cadres différents, avec des implications différentes, sur chacun de ses sites, mais aussi à l'échelle de toute l'Université. En qualité de parrain lors de ton DHC, j'ai été choisi pour te poser aujourd'hui quelques questions. Toutefois, ta présence répétée parmi nous indique, au contraire, que les rôles sont inversés et que d'une certaine manière nous pouvons te considérer comme la marraine de notre école.

Pour commencer, pourrais-tu essayer de nous indiquer ta perception globale de la Faculté : les points forts, les difficultés et quelques pistes d'amélioration.

PV : Ce n'est pas simple, car même si je vous ai fréquentés et que vous m'avez donné plusieurs occasions d'être parmi vous, cela reste pour moi compliqué, je ne connais pas le détail des changements qui ont été nombreux pendant ces dix ans.

Vue de l'extérieur, l'école est en pleine transformation, je sais qu'il y a beaucoup de choses qui sont en train d'évoluer, qu'il y a des ambitions et des volontés de s'adapter, d'arriver à formuler des programmes qui soient capables d'intégrer la transformation profonde dans laquelle nous sommes.

Par exemple, je trouve que le Metrolab est un projet très intéressant : dans les conditions concrètes dans lequel il s'est développé, il a permis d'affronter et de poser une série de questions plus générales. Je pense que là il y a une piste qui devrait continuer, qui devrait pouvoir s'enraciner et devenir permanente. Ce n'est pas le nom Metrolab qui m'intéresse ici, mais l'idée d'un lieu dans lequel on puisse toucher la transition, la frontière des questions qui n'ont pas encore ni des réponses ni des corps de recherche extrêmement développés, c'est-à-dire les frontières des recherches qu'on commence, ou qu'on vient de commencer maintenant. Je trouve que dans une école, avoir un lieu ou un espace dans lequel tout ça est possible c'est très important.

**CG :** Commençons par le Metrolab alors. Tu prends un exemple qui va nous être utile pour appuyer une autre question : c'est le paradoxe, l'intérêt, mais la difficulté aussi de la multiplication des sites. Le Metrolab n'est pas apparu par hasard : outre la volonté et l'énergie mises en œuvre, il favorise le rapprochement avec des partenaires de recherche et un lieu de travail central, à savoir la métropole bruxelloise. On pourrait donc s'imaginer le futur d'une faculté faite de points d'intensité qui cherchent à se placer aux bons endroits par rapport aux associations possibles et aux sites possibles. L'intérêt est évident.

**Mais le risque est évident : la dispersion géographique. Et donc la fragmentation de l'ensemble des chercheurs. On pourrait penser qu'une faculté devrait être une maison commune avec des rencontres dans les couloirs, avec des tasses de café, avec une énergie partagée par des chercheurs qui atteignent un nombre suffisant pour qu'il y ait une masse critique. Mais l'on pourrait penser que l'on soit regroupés par spécialisation, tous ceux qui s'occupent de la ville à un même endroit où au moins les doctorants se rencontrent, tous ceux qui s'occupent de l'histoire ou de l'art à un autre endroit où les doctorants peuvent se rencontrer. Donc on est vraiment dans une difficulté : savoir s'il faut valoriser une dispersion des polarités en fonction des collaborations et des centres d'intérêt géographiques. Mais pour finir on risque d'avoir une faculté avec une dispersion complète, des couloirs vides et seulement quelques chercheurs par bâtiment. Ce qui à ce moment-là est un manque de vitalité considérable.**

PV : C'est une crainte fondée et, en écoutant quelques-uns des collègues qui travaillent chez vous, j'ai compris que ceci est une question. En particulier, il y a le cœur de l'école qui souffre le plus, dans son siège central. C'est un problème qu'on peut regarder avec des yeux différents dans le sens où ce qui compte, c'est de créer des occasions lors desquelles le débat soit possible et cela désormais c'est quelque chose que l'on peut faire indépendamment de la situation géographique dans laquelle nous sommes. Je trouve que dans ce problème, il y a des possibilités qu'on n'aurait pas explorées dans le passé. Et donc je pense que sur ça, il faudrait probablement imaginer un lieu virtuel dans lequel la Faculté pourrait se retrouver. C'est un problème que je vois également à l'EPFL, car l'EPFL aussi est assez dispersée avec ses antennes dans le Valais ou à Fribourg, avec des gros morceaux de l'EPFL qui ne sont pas sur le campus. Après ces deux années de confinement, on a changé notre relation à l'idée de campus, ce qui aura des conséquences plus vastes qu'on a pas encore mesurées. Là, nous sommes réellement au milieu d'un changement. Mais par rapport au passé, cet émiettement peut être géré différemment. Il y a là une question intéressante, parce que l'énergie d'une école, ce n'est pas seulement ceux qui sont à l'intérieur de cette école, mais c'est le réseau que cette école construit. Donc avec les moyens que nous avons en ce moment, on peut au contraire renforcer les relations qu'on a avec le reste du monde. Cela permet d'intégrer des dynamiques à l'intérieur de l'école qui ne pourraient pas être là si on n'avait pas ce type d'ouverture. En synthèse,

Je n'ai pas de solution à ce problème, le risque est véritable ; il faut imaginer des initiatives pour gérer ce risque. Mais, en même temps, ce risque a changé de forme, par rapport au passé, parce qu'on a des moyens de communiquer qui sont différents et ceci rend nos échanges beaucoup plus perméables. Parce que le risque d'un campus habité c'est aussi que le campus soit conçu comme une île introvertie ; là au contraire il y a une vraie porosité de l'école à l'extérieur grâce au fait qu'on peut avoir régulièrement des réunions et des échanges avec des collègues externes sur des sujets de recherche et il me semble que ça peut fertiliser l'école. Le fait de continuer comme ça mérite des initiatives spécifiques sur ces aspects.

**CG : Mais ça ne mérite pas que tous les efforts soient faits pour concentrer physiquement les chercheurs ?**

PV : Non, je ne pense pas. Ce serait inutile, forcé, et ça ne va pas aider les dynamiques de l'échange et de la recherche. Et je dirais quelque chose de plus : si le Metrolab est à Bruxelles, il faut imaginer quelque chose de différent qui soit à Louvain-la-Neuve. Je pense que c'est plutôt nécessaire d'imaginer des moments d'intensité liés avec cette notion de territoire, plutôt que de ramener le Metrolab ailleurs.

**CG : Je suis quand même toujours impressionné quand je viens en Suisse et que je vois plein de doctorants sur le même étage, et la difficulté dans d'autres écoles de voir des doctorants seuls devant la machine à café, la difficulté que ça présente de garder l'énergie jusqu'à la fin du doctorat.**

PV : Je pensais plutôt à des formes de complémentarité et de compétition, chaque lieu devrait produire quelque chose d'intéressant, offrir des moments d'intensité qui seraient capables de réunir régulièrement les chercheurs dispersés. Il faut une politique et des initiatives pour ça.

**CG : Tu poses une vraie question en disant que "Il faut une politique pour ça". Cette question n'est pas fatale, mais elle nécessite de l'énergie.**

**Je termine bientôt mon métier d'enseignant avec les mêmes questions que celles qui étaient actives quand j'ai commencé. J'étais à Louvain-la-Neuve et la grande question était la relation entre les étudiants en architecture et les étudiants en urbanisme, et, quarante ans plus tard, cela reste une grande question.**

**Comment tracer les contours, au-delà des personnes – car ce n'est pas la relation d'untel avec untel puisque globalement les questions restent les mêmes et toutes les personnes ont changé sans arrêt – comment tracer les contours d'une relation positive d'enseignement : est-ce qu'il faut fusionner, spécialiser, organiser des rencontres ?**

**Quel serait le parcours d'un étudiant qui décide de poursuivre des études d'architecture, et d'avoir un accent particulier sur la relation à la ville et au territoire. Quelles seraient les relations avec d'autres étudiants qui ont d'autres formations et qui décident aussi de multiplier leur l'intérêt sur l'architecture, la ville et le territoire ? Est-ce que ce sont des mondes parallèles, ou est-ce qu'il faut forcer une unité ? Comment organiser les rencontres, quelle est la durée idéale du tronc commun par rapport à une spécialisation ?**

**Toi qui as de l'expérience, qui as vu évidemment mille autres endroits où mille fois la question se pose : comment peut-on identifier des catégories qui semblent fonctionner correctement, indépendamment des questions de personnes ?**

PV : Ton opposition est une opposition binaire, je pense que c'est légèrement plus compliqué.

Je vois quatre figures qui s'opposent ou en tout cas dont on doit essayer de comprendre quelles sont leurs relations réciproques : d'un côté, il y a l'architecte qui fait de l'*urban design*, de l'autre le *planner* (le planificateur), ça c'est ce que tu es en train de dire. Mais entre les deux, tu as quand même le *vieil urbaniste*, c'est-à-dire l'idée d'un urbanisme réglementaire, qui fait le projet à travers ça, et qui conçoit le projet comme quelque chose qui concerne surtout la couche réglementaire. Et après, tu as aussi cet *urbaniste paysagiste architecte* qui amène d'autres dimensions à l'intérieur de ce qu'on considérerait être l'urbanisme : entre projet de paysage et *landscape urbanism* ; entre architecture, *urban design* et urbanisme.

Aujourd'hui, je pense que le monde est peuplé au moins par ces quatre figures quand on parle d'urbanisme, de planification... Et, à la limite externe du *planner*, existe sans doute également l'expert de politique de la ville, une figure très proche des sciences politiques, qui parle toujours de territoires, de villes et de politiques socio-spatiales possibles. Il en existe peut-être d'autres ou de nombreuses nuances, mais je pense que ces cinq figures doivent être prises en compte pour comprendre le monde avec lequel on doit composer. Poser la question comme une opposition simple entre *planner* et architecte-urbaniste ne représente pas la situation et l'articulation actuelle de la recherche sur l'espace. Donc on a ces différentes figures et je me suis longuement interrogée sur la fracture créée par la génération qui me précède – puisque tu es plus ou moins de ma génération je parlerai de la génération qui nous a précédés – entre le monde des architectes urbanistes et celui des *planners*. Une division entre architecture et urbanisme, entre urbanisme et planification, qui a détruit des écoles, qui a détruit des départements, qui a séparé des gens et des chercheurs. Ça a été une bataille violente qui a détruit des amitiés, qui a fait un fossé entre les gens qui, auparavant, se parlaient. À l'école de Venise ça a été extrêmement fort, mais aussi dans beaucoup d'autres écoles dans le monde.

J'en ai vécu une partie au début, par exemple pendant le doctorat, pour moi c'était désormais deux mondes totalement divisés. En plus j'ai fait un doctorat en architecture. Même si je réfléchissais sur la ville et sur l'architecture urbaine, c'était un doctorat en architecture, quoique le résultat a été le livre "La ville élémentaire".

À ce moment-là, je voyais une vraie fracture entre l'urbanisme/*urban design* et la planification et cette fracture n'était pas interrogée. Elle était tout juste là, il n'y avait rien à dire. Et après, au fur et à mesure, ayant dépassé cette étape d'incommunicabilité, je pense qu'aujourd'hui nous sommes prêts à passer à un autre registre.

La piste que je trouve captivante c'est de travailler sur l'idée de complémentarité entre toutes ces figures qui se sont progressivement développées : l'urbaniste-paysagiste, l'urbaniste environnemental, le vrai planificateur ou même l'expert de la *polis* (la cité) qui n'est ni architecte, ni urbaniste, mais qui s'occupe quand même de visions et politiques pour la ville ; l'ancien urbaniste, celui qui imagine que l'urbanisme c'est une question de réglementation et que c'est sur ça qu'on met toutes les énergies, et l'architecte-urbaniste, celui qui considère que l'urbanisme a un fondement spatial et qu'il est lié au dessin du projet urbain et territorial. Entre toutes ces figures, je pense qu'il y a des complémentarités

évidentes qui sont stratégiques dans un projet de transition socio-écologique et spatiale et qui ne sont pas aujourd'hui totalement explicitées : nous sommes encore entre l'ancien conflit et la reconstruction de relations.

Je pense que ce serait intéressant de construire des ponts, parce que finalement ce sont différents points de vue sur un objet qui est le même : la transformation de la ville, et, dans ce sens, il y a une sorte de complémentarité et d'unité possible.

Mais ce n'est pas une unité à forcer, c'est plutôt une unité à construire au fur et à mesure des projets et des recherches : autour de certains projets ces figures pourraient être complémentaires, mais si on les superpose simplement ce serait totalement erroné, ainsi que de les considérer comme des figures totalement déconnectées. Il faut construire des occasions dans lesquelles ces mêmes figures peuvent être complémentaires. Évidemment, il y a des parcours d'éducation possibles : si on imagine avoir un master ou quelque chose de similaire, le parcours éducatif c'est un parcours intéressant à construire parmi ces différents types de regards sur la ville, qui ont le territoire comme leur lieu d'exploration commune. Aujourd'hui je pense qu'il y a beaucoup à dire sur comment on va former le nouvel urbaniste, ou le nouvel expert de politique urbaine ou l'architecte-urbaniste, l'*urban designer* qui est capable de traiter des sujets d'infrastructures, de dessin... Je trouve que là, il y a vraiment un champ intéressant où il faut s'imaginer une figure capable de traiter les questions posées aujourd'hui.

**CG : La question du moment me semble très ouverte et on voit évidemment des tendances assez différentes. Pour devenir urbaniste, deux scénarios sont mis sur la table : certains pensent qu'il faut une formation en 5 ans en architecture, en sociologie ou dans d'autres disciplines, avant de faire un master en urbanisme en 2 ans (120 ECTS).**

**Quelle est ton opinion ? Faut-il créer ce type de cursus ou, au contraire, laissons chacun faire sa formation en 5 ans et puis créons des rencontres une fois que les gens ont les épaules larges ?**

PV : Ma position a été toujours la dernière, je pense que, d'abord, il faut former l'architecte et après l'architecte peut décider de se nuancer ou prendre des directions. C'est pour ça qu'avec des collègues, nous avons fondé un master européen en urbanisme postgraduate, et maintenant nous avons fondé entre l'ETH et l'EPFL un nouveau master postgrade en *urban and territorial design*, l'idée est de prendre le territoire

comme sujet fondamental, évidemment l'urbain aussi, les deux ensemble et d'en faire un master. Pour le moment, c'est un master d'une année seulement, mais l'idée est de le développer en deux ans, comme ça a été le cas du *European Master in Urbanism*.

Pour moi, c'est clair que l'architecte doit terminer son parcours et après décider de faire l'urbaniste. Même Bernardo Secchi, qui avait aussi enseigné dans l'école de planification, disait souvent que l'urbaniste avait besoin de temps. Il a besoin d'accumuler des expériences diversifiées plus que de se spécialiser immédiatement. Évidemment, il y a aussi des écoles de planification, avec les cinq ans dédiés à ça. Et là, tu as une vraie formation solide, je dirais de sciences sociales, sur les phénomènes urbains ainsi que sur des systèmes de représentations cartographiques. Donc le planificateur devrait au moins être capable de bien interpréter les données et les situations. Une école qui forme un expert de politique de la ville avec des capacités de représentation, où à mon avis, il faudrait aussi commencer à pousser davantage l'idée de projet. Mais là, il y a souvent des grandes barrières. Parce que la question sur laquelle se joue la fracture entre planification et urbanisme de projet, telle que je l'interprète (et si on sort de l'idée que tout ça a été le résultat de polémiques académiques), c'est vraiment la question du rôle du projet spatial dans la transformation du monde. La confiance dans le projet et dans sa capacité de changer le monde. Qui va traiter le changement ? Si le changement est traité par les politiques, quel est le rôle de l'espace dans ces politiques ; le changement se joue-t-il, oui ou non, au moment où on construit un projet d'espace pour la ville et le territoire ?

Les positions restent quand même distantes. Je dirais que si on a des velléités de remettre la main dans cette désormais ancienne fracture, il faut toucher son fond. Et un des fonds de la fracture me semble être : qui gère et quel est le rôle de l'espace et de son projet à l'intérieur du changement ? Le *planner* est-il plus utile comme une sorte de conseiller du monde politique, le constructeur d'une toile de fond pour le projet ? Le *planner*/urbaniste est-il plus utile comme quelqu'un qui peut concevoir et planifier un espace différent ? Évidemment, je crois dans la deuxième possibilité, pas parce que, comme Le Corbusier, je suis fixée sur la capacité infinie du projet spatial à résoudre, ou à redéfinir les problèmes du monde. Mais parce que je pense que là, il y a quand même des potentiels, des possibilités qui risquent toujours d'être hors de vue, surtout hors de vue des politiques. Parce que la sensibilité de l'espace (urbain ou territorial) de la politique est toujours extrêmement faible. Même aujourd'hui, quand on parle de plan de relance, quand on parle d'une

quantité de ressources qui arrivent sur le territoire européen, une pensée sur l'espace n'est pas vraiment là. Et ça, c'est grave parce qu'on perd des occasions stratégiques pour des adaptations structurelles.

Les experts de politiques urbaines sont intéressants, j'ai toujours du plaisir à discuter avec eux. Malheureusement, et la fracture s'opérait à ce moment-là, les gens qui appartenaient à ce champ ont perdu leur confiance dans le projet de l'espace. Et sur ça, effectivement, il y a une distance à combler. Il faut retraiter la question sur le fond et à partir de là, imaginer des complémentarités qui peuvent être aussi au niveau d'un programme d'éducation. Pour moi ce sera lié à un postgrade et non pas avant.

On pourrait bien imaginer une école qui essaye de former une figure qui n'est pas l'architecte urbaniste, mais quelque chose de différent : un urbaniste planificateur, c'est-à-dire quelqu'un qui sait parler d'espace et dessiner l'espace et qui sait aussi parler des politiques urbaines et territoriales. Et cela intègre aussi quelques-unes des figures que j'ai nommées, comme celle du vieil urbaniste réglementaire, qui doit lui aussi se faire un parcours de réflexion parce que l'idée de s'appuyer sur les règlements peut être utile dans des moments de stabilité, dans lequel le terrain est solide. Mais aujourd'hui, cette position doit être remise en discussion parce que nous sommes en train de revoir complètement notre façon de faire. Donc je pense que même cette partie de l'urbanisme doit être conçue comme un terrain plus ouvert et plus expérimental. C'est-à-dire qu'il faut expérimenter plus aussi sur l'évolution des réglementations, parce que sinon, on reste avec un projet implicitement calé dans les règlements du passé, avec un décalage entre discours et réalisation allant dans la mauvaise direction.

**CG : Ton insistance convaincante sur la question du projet nous conduit à soulever une autre question à laquelle les écoles d'architecture sont confrontées, mais peut-être que cette question a été éclairée autrement parce que tu viens de dire, ce sont les présences multiples de personnes qui font vraiment dans leur vie quotidienne des projets et ceux qui sont impliqués à temps complet dans l'enseignement. Comment vois-tu cette relation ? Faut-il que la totalité des enseignants soient à temps-plein ? Faut-il majoritairement des gens impliqués en dehors, dans des bureaux d'architecture ou d'urbanisme ? Quel devrait être le poids décisionnel des uns et des autres sur les pédagogies de l'école ?**

PV : Beaucoup de questions, j'ai l'impression de participer à une sélection pour devenir la doyenne d'une école ! Je ne suis pas sûre d'être la bonne personne ! Je pense qu'il y a là plusieurs choses sur ce thème qu'il faudrait rappeler. Alors d'abord, il y a d'un côté l'évolution de la recherche qui est alimentée par des financements, et ces financements ont des demandes de postures, de types de figures, de professionnels de la recherche. C'est-à-dire, qu'ils s'occupent de répondre à des appels de recherche et de construire des programmes. Après ils développent la recherche suivant tous les paramètres qui sont établis par l'Europe ou par les financements eux-mêmes. Enfin, ils publient des *papers* avec des codes très rigides. Je trouve ça souvent assez terrible et si on devient des bureaucrates de la recherche – parce qu'il y a une partie de bureaucratie extrêmement élevée dans tout ça – on perd sûrement quelque chose de fondamental. Heureusement, c'est vrai aussi que même la recherche européenne et la recherche en général sont en train d'évoluer : par exemple l'*action research* (la recherche par l'action) ou les *living labs* prennent beaucoup plus d'espace que dans le passé. Après un long détour, on arrive peut-être à la possibilité de poser le projet dans des contextes concrets, avec des gens qui participent, qui le discutent. On est en train de reconstruire des conditions qui sont plus proches de ce qui est notre type de travail, avec des lieux, des personnes.

Je pense que nous y arrivons maintenant, parce qu'on a eu quand même une vingtaine d'années dans laquelle cette figure du chercheur en architecture s'est formée et endurcie dans les écoles. Dans les écoles d'architecture elle n'existait pratiquement pas et avec le problème de ne pas être à la hauteur de la recherche scientifique, les écoles à certains moments ont caricaturé un peu cette démarche, pour participer au milieu scientifique.

Je pense que là il faut être attentif, il ne faut pas exagérer parce que sinon on devient des caricatures au nom de la rigueur scientifique. Les règles qui semblent aujourd'hui fixes, pour lesquelles un doctorant sait qu'il doit faire certaines étapes, ce type de programme de vie, appauvrissent beaucoup non seulement la recherche mais aussi la personne. Je trouve qu'il faut travailler sur la figure du chercheur et lui permettre une liberté que je vois souvent qu'il ou elle n'a pas.

Après, il y a la question de la relation à la pratique et du métier, du rôle dans une école de l'architecte ou architecte urbaniste qui fait des projets, qui a une agence. Là, je pense qu'il faut, dans une école, avoir des professeurs avec ce profil et, à mon avis, pas que des professeurs invités. Il faut laisser ouverte la possibilité à des gens qui ne sont pas des

chercheurs orthodoxes, et réarticuler la figure du chercheur. Je pense que le professionnel, qui a une agence, mais qui a évidemment aussi le temps, l'énergie et la disponibilité pour enseigner, devrait être intégré. Et je dis souvent que la politique des meilleures écoles du monde est exactement celle-ci. Parmi les différents profils, il y a des postes pour des candidats sans doctorat qui deviennent, quand même, des professeurs. Ce que, dans d'autres écoles que je connais, serait considéré comme quelque chose d'assez peu digne ; au contraire, je pense que ces figures peuvent jouer un rôle important et en tout cas ce sont elles qui peuvent être très bien supportées sur les questions de la bureaucratie de la recherche. Parce que finalement ce n'est pas si compliqué que ça, il faut juste l'apprendre. Et qui peuvent donner des contributions différentes de celles du chercheur affirmé, qui connaît bien son champ. Les deux sont absolument nécessaires pour donner de la vitalité à une école.

**CG : Comme professionnelle, avec ton agence, tu intervies, tu es intervenue, tu participes encore à des travaux en Flandre, en Belgique, en Wallonie... Sens-tu une évolution ? Convergente, dispersée ? Cette évolution peut-elle être comprise ? La compréhension de cette évolution peut-elle nous aider à comprendre comment organiser nos écoles ?**

PV : Je pense que là c'est clair, la position de la recherche par le projet en Belgique est visible et forte. Et je dis en Belgique, non seulement en Flandre ou à Bruxelles, je pense que même la Wallonie est en train d'évoluer assez rapidement, et donc je trouve qu'il y a une légitimité aujourd'hui, de cette recherche par le projet qui n'existait pas il y a dix ans. Et cette légitimité est pour moi vraiment très importante, elle change la géographie de la recherche, dans le sens que le chercheur trouve aujourd'hui une nouvelle possibilité d'expression et de contributions possibles : la recherche par le projet. Récemment, dans une réunion, le Bouwmeester de Bruxelles a dit : "la recherche par le projet, c'est un métier". Et j'étais frappée par ça, la tranquillité avec laquelle il l'a dit : c'est un métier. Désormais, ça existe, c'est un métier. Donc, comme tu suggères, si on part de la condition actuelle dans laquelle tu as des chercheurs ou des professionnels qui sont appelés à réaliser de la recherche par le projet, je pense que ça nous permet de regarder le futur – par rapport à ta question précédente de l'architecte urbaniste, du paysagiste, de l'urbaniste, du planificateur... – avec des yeux et des espoirs qu'on n'aurait pas eus par le passé. Non seulement les questions dont on

s'occupe sont reconnues comme des questions pertinentes, c'est-à-dire que quand on parle de changement climatique, c'est évident que le projet de l'espace des villes et des territoires joue un rôle très important. Non seulement on a eu le COVID dans lequel on s'est aperçu à quel point l'espace compte : l'espace intérieur du logement, tout comme l'espace extérieur et public. *Space matters* est quelque chose d'assez fondamental. En plus de cela, on nous reconnaît finalement un point sur lequel j'ai beaucoup réfléchi et j'ai essayé d'amener ma contribution : l'idée d'une recherche spécifique et rigoureuse que l'on fait avec les instruments du projet.

Je trouve qu'en Belgique, en ce moment, il y a une atmosphère assez extraordinaire qui n'est pas si évidente dans d'autres pays en Europe : il faudrait profiter de cette occasion exceptionnelle parce que les choses, on le sait, ne sont jamais établies pour toujours. Il y a là, entre autres, une possibilité de construction de parcours éducatifs et de relations à l'intérieur de cette école qui est peut-être fragmentée, mais qui peut jouer, sur le terrain, sur la possibilité d'initiatives originales.

**CG : Je voudrais revenir sur une expérience d'enseignement et de recherche que tu avais initiée et conduite notamment dans notre Faculté, un travail sur la métropole dans laquelle Tournai est inscrite.**

**Tu avais proposé trois thèmes, mais qui n'étaient pas des questions d'échelle : ce n'était pas "maintenant on dessine au 1/10 000 puis l'an prochain, on dessine au 1/500 et puis l'année suivante, on dessine au 1/50", imaginant que les choses se découpent par échelle et selon des compétences qui seraient chaque fois liées à une échelle spécifique.**

**Tu avais proposé au contraire une manière de regarder le territoire avec une attention sur les grands corridors : les rivières, les canaux...**

**Et puis une autre fois, tu avais regardé le même territoire en suivant la question des nappes phréatiques, cette espèce de présence forte, invisible, mais très structurante.**

**Et enfin, une dernière fois, la question des capillaires.**

**En fait, si je l'interprète correctement, toutes les échelles peuvent avoir une cohérence et des relations différentes à l'intérieur de multiples phénomènes et néanmoins peuvent chacune régler à leur manière certaines structures du territoire qui, à ce moment-là, sont des vibrations de diffé-**

rentes échelles sur lesquelles il faut travailler conjointement. Est-ce que c'est une interprétation correcte de ton souci ? Est-ce que c'est quelque chose qui peut devenir un thème récurrent : "empêcher la répartition du souci par échelle mais, au contraire, d'imaginer sur le même territoire les différentes observations qui se complètent ?"

PV : Oui, je suis d'accord et je pense que tu lis correctement. Parce que le problème, c'est que quand on dit "on représente l'échelle territoriale", tout le monde imagine des grandes choses. Et après on sait bien que l'échelle territoriale c'est par exemple avoir la capacité de lire et éventuellement aussi de dessiner les éléments qui sont dans ce territoire. Donc avoir la capacité de lire un cours d'eau, par exemple, ça signifie dessiner des coupes à des échelles qui ne sont pas des échelles au 1/100 000.

Il faut être pertinent quand on observe les différents espaces : il faut utiliser des échelles pertinentes.

Et si l'échelle nécessaire c'est le 1/50, parce que tu dois dire comment la berge de la grande rivière est dessinée ou comment elle pourrait évoluer, alors il faut utiliser le 1/50 dans le projet territorial. Si on réfléchit par exemple à la relation entre cette rivière et son bassin versant, on a besoin au contraire de regarder des échelles beaucoup plus larges. C'est la capacité d'adapter l'échelle de façon pertinente à ce qu'on est en train de comprendre. Cette attitude me semble primordiale et c'est là qu'on va *hybrider* et mixer les différences entre l'architecture, l'urbanisme et le paysagisme. À partir de là, on peut rentrer dans un moment de conceptualisation et de construction, on peut imaginer de construire autrement les infrastructures territoriales, comprendre leurs rationalités. Le vieil urbaniste sur lequel je me suis penchée avant, c'est juste quelqu'un qui n'a pas cette idée claire d'échelle pertinente. Il travaille à une échelle et espère régler les questions à travers ce système, mais ça ne suffit pas.

CG : Avant de clôturer, je voudrais revenir sur une expression que tu as utilisée en anglais. Je ne suis pas certain que mon anglais soit suffisamment raffiné pour bien la comprendre, alors éclaire-moi : quand tu as dit *space matters*, j' imagine deux traductions en français. La première serait *l'espace a de l'importance*. Et la deuxième serait *les matières de l'espace*. Privilégiais-tu un des deux sens ?

PV : C'était le premier. Mais *space matters*, les matières de l'espace ou la matérialité de l'espace, c'est aussi très important et je voudrais peut-être terminer sur ce grand chantier qui nous attend, parce que je pense qu'on est vraiment au début d'un nouveau chantier qui va définitivement éclairer la distance entre nous et le projet de l'urbanisme et de l'architecture moderne. C'est ce chantier-là, qui est passé à travers la critique post-moderne, à travers mille transformations des discours sur la ville, qui est aujourd'hui en train de rentrer dans une restructuration globale fondamentale et qui pose des enjeux éthiques et ontologiques au sens de notre projet. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, le projet de l'urbanisme et de l'architecture moderne, c'est quelque chose dont on voit la conclusion parce que nos points de vue, nos systèmes de valeurs sont désormais tellement distants, de sorte que l'on ne pourrait plus faire ce projet-là. On ne pourrait plus dessiner comme ils ont dessiné. En ce moment, la reconstruction d'un cadre d'ensemble dans lequel le projet de l'espace puisse retrouver son sens nous amène à revoir le projet biopolitique dans lequel nos disciplines ont été insérées dans le passé, et dans lequel architectes et urbanistes ont travaillé. Cette reconstruction du sens du projet passe par une nouvelle réflexion sur la dimension biopolitique du projet, de l'espace et sur la dimension biopolitique de l'espace. Parmi les matières de l'espace, il y a sûrement la relation nouvelle à établir entre la vie, le vivant, l'espace et la politique. Je trouve que là, s'ouvre une fenêtre immense à laquelle on se penche et de laquelle imaginer un nouveau paysage. Il y a là des questions qui peuvent avoir une influence très forte, par exemple sur les valeurs de base et les modalités de l'éducation des étudiants.

CG : Merci Paola et à bientôt à Tournai, Bruxelles ou Louvain-la-Neuve – ce que nous espérons tous. **Space matters !**